

# The Impact of COVID-19 Restrictions in West Africa: Macroeconomic Findings



## 1. Context

L'Afrique de l'Ouest a enregistré des résultats assez favorables en termes de croissance depuis au moins dix ans. Elle est l'une des régions les plus dynamiques du continent avec la plupart des pays ayant des taux de croissance au moins 5%. Mais cette croissance reste fortement tributaire de quelques produits primaires d'exportations.

L'un des défis majeurs de l'Afrique de l'Ouest est celui de la transformation économique et sa capacité à assurer une insertion économique et sociale d'une grande partie de sa population jeune et en forte croissance. Le défi socioéconomique se complexifie avec l'amplification de la pauvreté dont le rythme d'augmentation est plus rapide que celui de la production et des revenus. Cette tendance est aggravée par une forte et incohérente croissance urbaine et démographique, deux phénomènes qui se conjuguent pour faire exploser la demande sociale.

La vulnérabilité sociale et économique dans laquelle se trouvent des millions de personnes en Afrique de l'Ouest est exacerbée par les conséquences dommageables de la pandémie du coronavirus.

La présentation porte sur quelques conséquences macroéconomiques de la pandémie.

## 2. Croissance économique en berne

L'effet dépressif de la pandémie de COVID-19 sur l'activité économique s'est fait ressentir dès le premier trimestre 2020 du fait des mesures restrictives prises par les États membres et certains partenaires de la région en Asie et en Europe. A fin mars 2020, un ralentissement de la croissance d'environ un point de pourcentage est enregistré par rapport à la moyenne de 2019, à 2,3% (figure 11). Aucun des principaux secteurs d'activités n'est épargné par ce ralentissement. L'Agriculture, l'industrie et les services ont enregistré respectivement un recul de leur rythme de progression à 2%, 0,5% et 0,9% au 1er trimestre 2020, contre 2,7%, 1,4% et 1,1% au 1er trimestre 2019 ainsi que par rapport à la croissance obtenue en moyenne en 2019.

Les mesures de confinement ont particulièrement affecté les activités industrielles et les services. La valeur ajoutée des sous-secteurs des activités extractives est estimée en ralentissement à 3,6% en mars 2020 contre 4,3% en moyenne en 2019. Les valeurs ajoutées des industries manufacturières et la construction baisse respectivement à 0,7% et 0,9% au 1er trimestre 2020, contre 1,2% pour l'année 2019 (figure 13).

La valeur ajoutée du secteur des services enregistre la baisse la plus accentuée, le tourisme, l'hôtellerie, la restauration, le commerce et les transports étant particulièrement affectés par les mesures de confinement.

En particulier, la progression du transport est en recul à 2,3% en mars 2020, comparée à 15,3% le même trimestre de l'année précédente et 8,3% en moyenne en 2019. L'on enregistre une forte contraction du commerce qui atteint -2,4% au 1er trimestre 2020, contre une progression de 0,9% au 1er trimestre 2019 et 0,1% au cours de l'année 2019.

## 3. Inflation en hausse

La situation de crise pourrait induire une plus grande instabilité des prix à la consommation en 2020. Mais de façon générale, il est anticipé en moyenne une légère détente de la hausse des prix à la consommation en raison de la baisse de la demande et de la chute brutale des cours du pétrole, dont l'effet conjugué devrait plus que compenser la hausse du prix de certains produits particuliers provoquée par les ruptures d'approvisionnement liées à la pandémie.

L'inflation pour l'ensemble de la CEDEAO devrait s'établir à 9,9% en 2020, contre 11,2% en 2019. En particulier, cette détente pourrait être observée au Nigeria et au Liberia avec des taux d'inflation respectifs de 11,7% et 20,5% en 2020, contre 13,5% et 24,5% en 2019. En revanche, il pourrait être observé des tensions sur les prix en Gambie, au Ghana et en Guinée, où le taux d'inflation augmenterait respectivement de 6,5%, 9,2% et 8,3% en 2020, comparée au taux de 5,3%, 8% et 8% l'année précédente. L'inflation devrait demeurer maîtrisée dans les pays de l'UEMOA et au Cabo Verde, se situant en général entre 1% et 2% cette année.

## 4. Déficit budgétaire en hausse

Le déficit budgétaire de l'ensemble de la CEDEAO devrait ressortir à 6,4% en 2020 après une hausse de 4,7% en 2019 et de 2,9% en 2018. Cette forte accentuation du déficit budgétaire de la région en 2020 est le reflet d'une aggravation généralisée dans l'ensemble des pays. Ainsi, alors que dix Etats membres ont eu un déficit budgétaire contenu dans la limite de 3% requis dans le dispositif de surveillance multilatérale de la CEDEAO, seuls deux pays, à savoir le Bénin (2,8%) et la Gambie (2,4%) devraient avoir un déficit inférieur à ce seuil en 2020. Le déficit public de la Guinée (4,3%), la Guinée Bissau (4,1%) et du Togo (4,1%) devrait ressortir en hausse au-delà de 4% en 2020, contre respectivement 2,3%, 2,8% et 1,5% en 2019. En outre, le déficit budgétaire serait au moins égal à 5% au Burkina Faso

(5%), Côte d'Ivoire (5,3%), Mali (5,8%), Nigeria (6,4%), Sénégal (5,6%), en Sierra Leone (5,6%), et connaîtrait une détérioration plus élevée au Ghana (10%) et au Cabo Verde (8,3%). Le risque d'une situation déficitaire plus accentuée est très probable car les conséquences économiques de la pandémie s'annoncent plus sévères que prévues.

## 5. Dette publique en hausse

La récession économique et les réponses rapides des gouvernements à la crise sanitaire de la COVID-19 ont des conséquences plus ou moins importantes sur l'évolution de la dette publique par rapport au PIB. Les prévisions suggèrent en moyenne une hausse du ratio de la dette publique par rapport au PIB de la CEDEAO qui ressortirait à 41% en 2020 et 42% en 2021, contre 35% en 2019. Bien que la situation de la dette publique demeure globalement peu préoccupante, elle connaît une hausse régulière et parfois rapide dans certains pays de la région que la pandémie de COVID-19 pourrait exacerber si des mesures appropriées ne sont pas prises.

Selon les premières prévisions, la dette publique en proportion du PIB ressortirait supérieure au seuil de 70% dans quatre Etats en 2020, à savoir le Cabo Verde (132%), la Gambie (80%), la Guinée Bissau (71%) et la Sierra Leone (73%) contre respectivement 121%, 82%, 70% et 67% en 2019. Par ailleurs, alors qu'en 2019 cinq pays enregistraient toujours un ratio de la dette publique inférieur à 40%, seul le Nigéria (avec 35%) devrait continuer à contenir sa dette dans cette limite en 2020. Le ratio de la dette publique pourrait enregistrer une évolution rapide cette année dans nombre de pays de la région. Ainsi par exemple, le ratio de la dette du Ghana, Libéria et du Sénégal passerait respectivement de 63%, 55%, et 64% en 2019 à 68%, 63% et 67% en 2020.

## 6. Une baisse des échanges extérieurs

Le commerce mondial est durement affecté par les mesures d'isolement adoptées par la plupart des pays du monde, entraînant une forte chute des prix de plusieurs produits d'exportation comme le pétrole, les minerais et certains produits agricoles. En 2020, bien qu'encore sujette à

de fortes incertitudes, les prévisions tablent sur un déficit du compte courant pour l'ensemble de la CEDEAO en forte dégradation qui devrait s'établir à 4,3% alors qu'il était de 2% en 2019.

Le premier trimestre 2020 a été marqué par une baisse, parfois importante, des prix des matières premières exportées par la CEDEAO du fait de la contraction de la demande mondiale. L'indice des prix des produits de base exportés a accusé un repli de -11,4% en mars 2020 (figure 16). Les baisses des prix concernent à la fois les produits énergétiques (-36,1%) et les produits non énergétiques (-7,2%). L'effondrement des prix du pétrole à -39,8% explique la baisse des prix de l'énergie.

La baisse des cours des matières premières non énergétiques exportées par les pays de la CEDEAO a concerné essentiellement les métaux et minéraux (-0,1%) et les métaux précieux (-0,3%) ainsi que les prix des produits alimentaires (noix de cajou : -17,6%, huile de palme : -9,6%, café : -7,4% et cacao : -2,7%) et les autres matières premières (coton : -8,3% et caoutchouc : -10,3%). Toutefois, il est globalement observé une remontée des prix en avril et mai avec la levée progressive des mesures de confinement dans plusieurs pays du monde et la reprise de l'activité en Chine. Les produits exportés et importés ont progressé respectivement à 2,2% et -0,4% en avril et à 4,5% et 2,6% en mai. Cette évolution agrégée est en lien, notamment, avec la remontée des cours du pétrole (+36,9%), du cacao (+1,7%), du café (+2,4%), des noix de cajou (4,3%) et du coton (+8,3%).

L'indice des prix des principaux produits alimentaires importés dans la CEDEAO a baissé de 4,0% en mars 2020. Cette baisse est en particulier imputable à la chute du prix du maïs (-4,7%), du blé (-2,6%) et de l'huile de soja (-11,1%) et au net ralentissement de la progression du prix du riz (+0,1% contre 5,7% en décembre 2019). Cette forte tendance baissière enregistrée au cours du premier trimestre 2020 a été inversée à partir d'avril. Hormis le prix du maïs qui a poursuivi sa baisse (-10,7%), il y a en avril un retournement de la tendance des prix du riz (+12,9%), du blé (+1,4%) et d'huile de soja (-2,5%, contre 5,2% en juin 2020).

Le commerce extérieur de la CEDEAO enregistre au 1er trimestre 2020, sa baisse la plus importante depuis plusieurs années. Les exportations totales de la CEDEAO chutent de 11,8% en mars 2020 alors qu'elles étaient en progression de 7,9% au dernier trimestre de l'année 2019. Cette baisse considérable est en lien avec l'effondrement des cours des principales exportations de la région, en particulier les produits pétroliers (-39,8%). Les importations de la CEDEAO enregistrent une baisse plus importante, passant d'une croissance de 14,8% au dernier trimestre 2019 à une forte contraction de 14% à fin mars 2020.

La chute des échanges extérieurs depuis le début de la crise entraîne une dégradation de la balance des transactions courante des Etats de la CEDEAO. En 2020, le déficit du compte courant de la CEDEAO ressortirait à 4,3%, contre 0,4% en 2019. Ce résultat est en lien avec une aggravation du déficit du Nigéria de 3,3%, alors qu'il était de 1,1% l'année précédente.

## 7. Transferts de fonds des migrants

Les transferts de fonds des migrants sont une source importante de revenus dans nombre de pays de la région. En 2019, ces transferts se sont établis à 33,7 milliards de dollars pour l'ensemble de la CEDEAO, soit près de 5% du PIB régional. Le Nigeria est l'un des plus grands bénéficiaires avec 23,8 milliards de dollar reçu, soit 5,3% du PIB en 2019.

Le Ghana et le Sénégal suivent avec respectivement 3,5 milliards (5,2% du PIB) et 2,5 milliards (10,5%). Les transferts de fonds des migrants ont représenté pour la Gambie 15,8% de son PIB et au Cabo Verde 11,6% du PIB.

Les mesures de confinement imposées pour tenter d'enrayer la pandémie et qui ont fait chuter l'activité dans tous les secteurs, devraient occasionner un fort recul des transferts de fonds des migrants comme confirmé par une étude récente de la Banque Mondiale. Les travailleurs migrants sont particulièrement exposés aux pertes de revenus, car ils travaillent dans les secteurs les plus affectés par les mesures restrictives, notamment la restauration, l'hôtellerie, la vente au détail et en gros, le tourisme ou encore les transports et la construction. Se fondant sur un recul estimé à 23,1% en Afrique Subsaharienne, l'envoi de fonds de la CEDEAO pourrait chuter à 25,9 milliards de dollar en 2020, son niveau le plus bas depuis dix ans.

==--==--==